

L'UDPS pose ses conditions

Congo-Kinshasa La dépouille de "Tshitshi" ne sera rapatriée que si le gouvernement d'union nationale est nommé.

Coup de tonnerre, mercredi après-midi à Kinshasa, où le secrétaire général de l'UDPS, le parti de Tshisekedi, a annoncé, selon l'agence Belga, que "les dates du rapatriement et de l'enterrement de notre héros ne seront connues que si, et seulement si, deux préalables rencontrent des solutions". Selon Jean-Marc Kabund-a-Kabund, la première est "la fixation du lieu et de la forme de l'enterrement, l'érection d'un mausolée au centre-ville de Kinshasa où sera gardé pour l'éternité le corps du père de la démocratie". La seconde est "la prise en charge de tous les frais liés aux obsèques par l'Etat à travers le gouvernement d'union nationale".

L'UDPS a dénoncé "le comportement récupérateur du régime en place face au deuil du président Etienne Tshisekedi". "Ce sont les familles biologique et politique du défunt qui coordonnent valablement toutes les cérémonies y relatives".

Contrôler les funérailles

Les autorités congolaises ont en effet tenté de contrôler les funérailles d'Etienne Tshisekedi, de peur qu'elles donnent lieu à des débordements, en pleine période de bras de fer entre majorité présidentielle et opposition pour le partage du pouvoir durant la transition (voir ci-dessous). On s'attend à ce que des centaines de milliers de personnes veuillent y assister.

Alors que la population subit une importante hausse des prix, due à la dévaluation de la monnaie locale, ainsi que des inondations meurtrières

dans la capitale, cette semaine, dues à de fortes pluies dont l'évacuation est entravée par des constructions anarchiques et par l'absence d'égouts ou leur manque d'entretien, la tension pourrait être très importante.

C'est évidemment sur cette tension que l'UDPS compte pour faire pression sur le régime afin qu'il cesse de tenter de reprendre – lors des négociations sur l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre partageant le pouvoir durant la transition vers des élections – ce qu'il avait cédé en signant cet Accord, le 31 décembre. Le gouvernement d'union nationale prévu par cet Accord doit être dirigé par un Premier ministre issu de l'opposition et Etienne Tshisekedi voulait ce poste pour Félix, le troisième de ses six fils, jusqu'ici chargé des Relations extérieures à l'UDPS.

Manière autoritaire

L'exigence de l'UDPS résulte des voix qui se sont élevées, à sa base, pour utiliser le rapatriement du corps comme un levier politique, mais aussi de la manière autoritaire dont le pouvoir a voulu prendre le contrôle sur l'affaire. Il a ainsi annoncé la création d'un comité pour organiser le rapatriement sous la direction du ministre de l'Intérieur et du gouverneur de Kinshasa, sans l'UDPS.

Si elle choque en Europe, l'utilisation d'une dépouille mortelle pour obtenir quelque chose est courante au Congo où les hôpitaux retiennent régulièrement – et parfois longuement – des cadavres en otage jusqu'à ce que les familles des malades décédés paient les frais médicaux. Dans les quartiers populaires, il est courant que des jeunes gens s'emparent d'un cercueil pour le promener dans le voisinage en réclamant de l'argent aux passants "pour payer l'enterrement".

Marie-France Cros

L'UDPS compte sur la pression de la foule pour faire appliquer l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Les négociations politiques n'avancent plus

■ Une délégation de la Conférence épiscopale congolaise est à Bruxelles pour demander un appui.

Rien n'a avancé dans les négociations entre majorité présidentielle et opposition congolaises – pour préciser concrètement comment partager le pouvoir durant la transition qui s'est ouverte avec la fin du dernier mandat légal du président Jo-

seph Kabila, le 19 décembre 2016 – depuis le départ en Europe du médiateur, la Conférence nationale des évêques du Congo (Cenco). "La mort d'Etienne Tshisekedi a arrêté tous les contacts entre les parties", a indiqué mercredi à Bruxelles le président de la Cenco, M^{gr} Marcel Utambi, archevêque de Kisangani. Et d'ajouter cependant : "Pour nous, ce décès ne devrait pas être un obstacle à des contacts informels" bien "nécessaires" entre les parties.

C'est donc bien consciente des difficultés encore à venir que la Cenco *"souhaite vivement accompagner le processus jusqu'au bout"*, ce que l'opposition exige mais qui suscite les *"réticences de la majorité présidentielle"*. *"Nous avons fait la plus grande partie du chemin; il ne serait pas honorable que nous nous retirions avant la fin"*, dit M^{re} Utembi.

Ce dernier ne cache pas, cependant, que les évêques ont *"un problème"*: *"Comment concilier notre mission de médiation et notre mission prophétique? La médiation nous oblige à renoncer au ministère de la parole pour ne pas être taxés de partialité. Mais, parfois, nous devons nous démarquer de la médiation, qui est une mission ponctuelle, pour garder notre mission prophétique, qui est notre mission première. Effectivement, cela nous dérange."*

Les problèmes qui restent à résoudre

Les négociateurs politiques doivent encore s'entendre sur le mode de désignation du Premier ministre de la transition qui, selon l'Accord de la Saint-Sylvestre (qui partage le pouvoir durant la transition), doit provenir du Rassemblement d'opposition; sur la re-composition de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui a été incapable d'organiser les élections de 2016 dans les temps; celle du Conseil de l'audiovisuel, qui ne parvient pas à donner un accès équitable aux médias d'Etat; sur un chronogramme clair vers les élections exigées pour la fin 2017.

La délégation de la Cenco est à Bruxelles pour appeler les autorités belges et européennes à continuer à faire pression pour le respect de l'Accord de la Saint-Sylvestre et aider à financer les élections. Interrogée sur ce que sont devenues les sommes budgétisées par l'Etat pour les scrutins, la délégation de la Cenco indique qu'on parle *"depuis 2013 à l'Assemblée nationale de nommer une commission d'enquête pour l'établir. Elle n'existe toujours pas aujourd'hui et on ignore où sont ces fonds"*. Seuls *"30 % ont vraiment été décaissés"*. *"Selon la majorité présidentielle, l'argent aurait servi à combattre le M23"* au Kivu.

Il faut accélérer le mouvement

Au rythme où les opérations d'inscription des électeurs ont commencé, estime la Cenco, les élections ne pourront se tenir cette année; il faut accélérer le mouvement. En outre, en raison du *"manque de confiance"* des Congolais envers la Ceni, celle-ci doit être aussi *"redynamisée: mais il sera difficile d'en changer le président parce que cela prendra encore du temps"*, note la Cenco, qui souligne l'importance des observateurs. L'Eglise en a formé *"plus de 3 000"* mais il en faudrait *"6 000"*.